



## Du sud vers le nord

### Quand le Tiers-Monde subventionne le développement des pays riches

Fin septembre a eu lieu à Berlin un important congrès de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International consacré au problème de l'endettement des pays du tiers monde. Dans l'article qui suit André Siebenaller cherche les raisons de cet endettement dans un marché financier international pervers, dans une dégradation des termes de l'échange et dans la course aux armements. Il conclut en présentant un modèle alternatif.

#### Le fond du problème: les mécanismes de l'endettement.

Situons les origines de la crise actuelle de l'endet-

tement au début des années 70, précisément en 1974, lors du premier grand choc pétrolier. A cette époque les pays du "tiers-monde" (1) comptaient ensemble à peu près 100 milliards de dollars de dettes auprès des Etats et des banques des pays industrialisés du Nord. A cette époque-là, la plus grande partie des emprunts se faisaient auprès des caisses d'Etats de l'occident, ce qui garantissait une stabilité au niveau des taux d'intérêts (2).

Or, à la fin de 1986, la dette du "tiers-monde" allait dépasser la somme astronomique de 1000 milliards de dollars (3) et actuellement le seul service annuel de la dette équivaut à la somme totale de la dette de 1974, c'est-à-dire, environ 100 milliards de dollars. A cela s'ajoute qu'entretemps le dollar coûte plus du double à tout débiteur (4).

Que s'est-il passé (5)? Le premier choc pétrolier de 1973 avait des conséquences catastrophiques avant tout pour les pays alors "en voie de développement", comme les pays du continent latino-américain, auxquels les économistes avaient promis un avenir prospère s'ils imitaient le modèle de l'Occident industrialisé. De l'autre côté, ce même choc pétrolier allait amener d'énormes réserves financières aux banques des pays riches, puisque les "nouveaux riches" des pays exportateurs de pétrole y voulaient "faire fructifier" les gains gigantesques que leur procurait soudainement cet "or noir" qu'ils avaient vendu jusque là pour presque rien. Les pays pauvres commençaient à comprendre que la réussite de leur nouvel "boom" industriel était entièrement dépendante du coût des sources d'énergie. Le choc pétrolier les obligeait dès lors à exporter le multiple en matières premières, produits agricoles et produits semi-finis de ce qu'ils avaient exporté jusque là. Mais, pour réaliser cela, il fallait investir tout d'abord à nouveau et se soumettre davantage à la dépendance des grandes firmes multinationales. Ces pays étaient donc obligés d'aller faire des prêts importants auprès des banques de l'hémisphère nord, qui elles ne cherchaient pas mieux que des endroits où ils pouvaient "faire fructifier" l'argent des cheiks du pétrole.

C'est alors que se mettait en route la spirale fatale de l'endettement des "pays sous-développés". Car ce avec quoi on n'avait pas compté, c'était un deuxième choc pétrolier à la fin des années 70, qui faisait doubler une fois de plus le prix du pétrole et

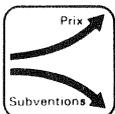
Conditions du Fonds monétaire international (FMI) pour les pays débiteurs



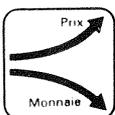
**Blocage des salaires**  
= diminution du pouvoir d'achat



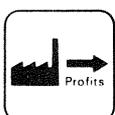
**Diminution des prestations sociales**  
= dans les hôpitaux, les écoles, les institutions sociales



**Suppression des subventions alimentaires**  
= hausse du prix de l'alimentation de base



**Dévaluation de la monnaie**  
= diminution des prix à l'exportation  
augmentation des prix à l'importation  
On exporte au lieu de consommer



**Libre rapatriement des bénéfices**  
= prospérité des multinationales

entraînait peu de temps après un accroissement des taux d'intérêt sur la dette de plus de 100 %, c'est-à-dire de 7,6 % à plus de 15 %. Le piège des taux d'intérêt des banques américaines fermait le cercle vicieux dont surtout l'Amérique latine était la victime.

Les conséquences étaient fatales: en 1980 la dette totale du Sud auprès des banques du Nord dépassait déjà 500 milliards. Depuis lors, le rythme infernal de l'accroissement annuel de cette dette ne cessait de s'amplifier: de 1980 à 1986 son taux de croissance mesurait 9,5 % pour la dette totale et 6,5 % pour le service de la dette (6).

Dans le cadre de cette réalité effrayante, la question s'impose: pourquoi les banques américaines ont-elles élevé les taux d'intérêt? Nous savons que ce sont essentiellement les banques américaines qui détiennent le pouvoir sur la stabilité du dollar, la monnaie dans laquelle s'effectue le marché mondial du commerce et des dettes. Leur décision d'accroître les taux d'intérêt était prise en commun accord avec le gouvernement Reagan qui voulait combattre avec cette mesure l'inflation menaçante au sein des Etats-Unis mêmes.

En effet, avec l'accroissement considérable des dépenses militaires et avec sa politique d'une ouverture de l'économie américaine au libéralisme sauvage, lorsqu'il s'agit d'accroître le bénéfice des grandes sociétés nationales, et une politique protectionniste très sévère, lorsque l'intérêt national est menacé (7), Reagan a précipité son pays, en deux années seulement (1981-1983), dans un déficit budgétaire de 200 milliards de dollars. En 1981, lors de son arrivée au pouvoir, ce déficit comptait 50 milliards.

Un autre fait alarmant conduisait les banques américaines à réagir: l'habitude qu'avaient pris les citoyens riches des Etats-Unis à vivre largement au-dessus de leurs moyens: "Plus de sept fois supérieur à celui de l'ensemble du "tiers-monde", l'endettement total des Etats-Unis (dette publique, dette des entreprises et des ménages) approche 8000 milliards de dollars, soit environ huit fois le budget fédéral prévu pour 1988. Celui-ci (quelque 1080 milliards de dollars) comportera environ 290 milliards pour la défense, et pour les seuls intérêts de la dette américaine, 150 milliards" (8).

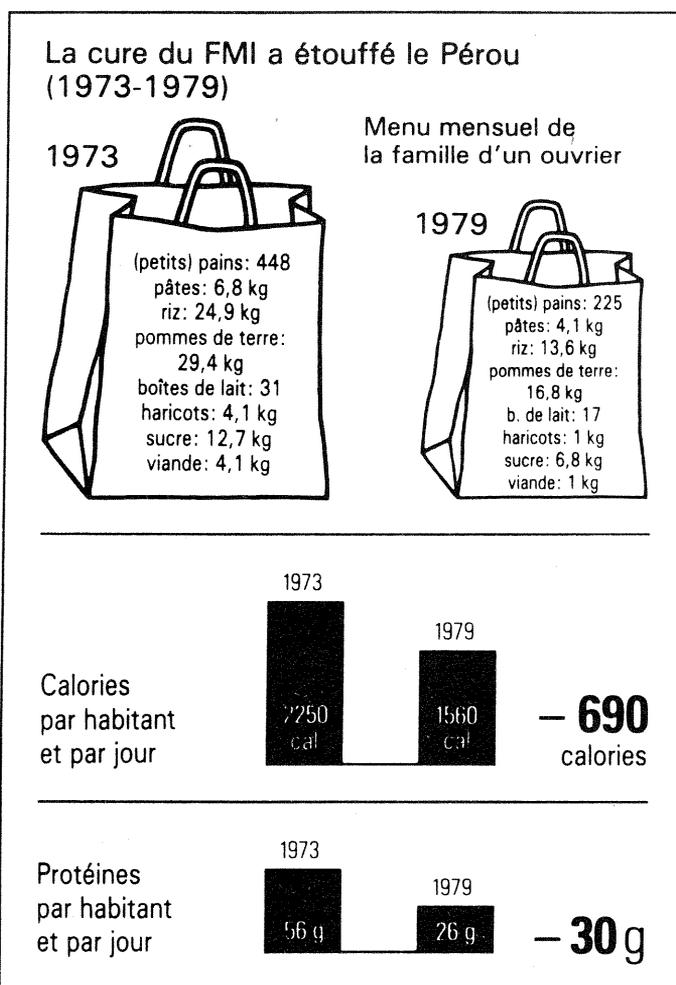
La sourde inquiétude auprès des banques américaines déboucha enfin sur l'affolement. On se rendait compte soudainement et avec un déraisonnable retard qu'on s'était manœuvré dans une impasse: déjà en 1982, les banques commerciales américaines avaient prêté au "tiers-monde" 180 % de leurs avoirs et réserves, et certains débiteurs manifestaient déjà à l'époque leur capacité de rembourser.

Que restait-il à faire pour sortir de ce dilemme? Les banquiers ont cru trouver une solution dans l'imposition de conditions de remboursement encore plus sévères aux pays débiteurs par le biais du Fond Monétaire International (FMI), où 59 % du

pouvoir de décision appartient aux pays du Nord.

Le seul remède que le FMI voit pour résoudre le problème consiste dans le chantage de ne plus accorder de prêt que sous la condition que le pays débiteur accepte la "cure de cheval" qu'on lui prescrit: augmenter des exportations, consommer moins (encore!) diminuer les dépenses publiques (sauf les dépenses militaires bien sûr!), c'est-à-dire diminuer les dépenses déjà médiocres pour le sanitaire, la sécurité sociale et les subventions alimentaires... En plus, pour pouvoir tenir sur le marché mondial afin d'augmenter les exportations, il s'agit de maintenir les salaires à un niveau minimum. Et, naturellement, pour que les investisseurs soient attirés, il faut ouvrir les frontières au libre transfert de capitaux.

Une autre "recette magique" qu'impose souvent le FMI, c'est la dévaluation de la monnaie nationale: ceci encourage les exportations et freine les importations. Cependant, l'effet pervers en est qu'il faut exporter toujours davantage pour acquérir les devises destinées à l'importation et au service de la dette (9). Ceux qui en profitent ce sont les spéculateurs et les multinationales, car dévaluation de la monnaie nationale "signifie un achat de devises au rabais (l'intermédiaire touchant sa commission) et la possibilité pour les multinationales d'obtenir - dans le cas du Chili- par exemple, des pesos avec



Sources: Burns / Gerster

© Strahm; Editions de la Baconnière

une réduction de 35 à 40 %" (10). Voilà la perversité criante du système capitaliste étendu au marché mondial!

L'ouverture des frontières des pays pauvres et l'accroissement des taux d'intérêt de la dette ont encore un autre effet néfaste sur la spirale de l'endettement: la fuite des capitaux. Les classes dominantes et les entreprises des pays "en développement" endettés s'efforcent de se protéger contre l'effondrement monétaire et l'agitation politique au sein de leurs pays en transférant secrètement leur fortune à l'étranger. En effet, aujourd'hui au lieu d'investir dans l'économie de leur propre pays, il est devenu plus intéressant pour les capitalistes des diverses nations du Sud d'investir dans des actions auprès des banques américaines. Ainsi, "les investissements dans les pays lourdement endettés ont baissé de 24,5 % du PNB à moins de 17 % en 1986" (11).

Alors, pour tenter de conserver leur pouvoir d'achat, ces pays ont mis sur le marché des quantités de plus en plus importantes de matières premières à des prix de plus en plus bas. Cette action devait bien réjouir les hommes d'affaires et les politiciens de l'hémisphère nord, car elle a contribué à une élimination quasi totale de l'inflation dans les pays "développés".

## La perversion des termes d'échange

Parallèlement avec cet amalgame de phénomènes qui sont en train de pousser les pays pauvres chaque année un peu plus dans le fond du gouffre, il faut évoquer un autre phénomène qui fait encore aggraver la situation en multipliant les effets pervers déjà inhérents à l'organisation libre-échangiste du marché mondial. Il s'agit de la perversion des termes d'échange au désavantage des pays du tiers-monde. Il faut analyser ce phénomène à part, car c'est lui qui montre avec une clareté criante la réelle perversité du libéralisme sauvage qui fait appauvrir d'avantage ceux qui souffrent déjà de sous-nutrition et qui fait fleurir les bénéfices des multinationales, les seuls gagnants dans l'affaire.

Les cours des produits de base exportés par le tiers-monde sont maintenant "aussi bas dans leur ensemble qu'au moment le plus noir de la grande crise des années 30 et, dans certains cas, plus bas que le niveau atteint en 1932", constate Peter F. Drucker, un éminent expert, dans "Foreign Affairs", en printemps 1986. Même le FMI ne peut plus s'empêcher de constater une année plus tard (en octobre 1987) la même réalité: "une grave détérioration des termes de l'échange".

En effet: "En 1985 et 1986, l'Amérique latine, l'Afrique et le Proche-Orient ont vu la valeur en dollars de leurs exportations décliner de 12 % à 20 %. En 1986, la valeur en dollars des importations de marchandises de quinze pays lourdement endettés était de plus de 40% inférieure au niveau de 1981" (12).

Rien d'étonnant que les revenus nationaux des pays pauvres devaient subir des pertes sensibles. Leur déficit des paiements courants est passé uniquement entre 1985 et 1986 de 23 à 49 milliards de dollars, alors que pendant cette même période le volume total de l'aide financière au tiers-monde - d'après une étude de l'OCDE en juin 1987 - avait baissé de 4% (13).

Cette dépréciation scandaleuse des produits d'exportation de provenance des pays pauvres est entre les mains des marchands intermédiaires et des multinationales qui ne cessent de multiplier leurs gains en contrôlant parfaitement les mécanismes de cette machinerie gigantesque destinée à approfondir jour par jour le fossé entre riches et pauvres. La spéculation des marchands intermédiaires opère à travers le marché des bourses, l'instrument par excellence de l'institutionnalisation de l'injustice. En effet, la spéculation fait en sorte qu'un produit comme le cacao, par exemple, peut changer 16 fois de possesseur (qui ont un chacun fait du bénéfice sur un produit pour lequel ils n'ont pas travaillé!) et que celui qui a transpiré pour ce produit, l'agriculteur n'en reçoive que de lamentables 4% du prix de vente final.

Les multinationales: "Voilà quelques années déjà, des experts de la CNUCED ont montré que la politique des prix entre le "centre" et la "périphérie" était aux mains d'une poignée de sociétés à vocations multiples; de trois à six d'entre elles (selon les produits) contrôlent de 80 à 85 % du marché du cuivre, de 90 à 95 % de celui du minerai de fer, 80 % de celui du coton, du blé, du maïs, du cacao, du café et des pamplemousses, de 70 à 75 % du marché de la banane, 60 % de celui du sucre" (14).

"A l'encontre de la théorie de la liberté du marché mondial la plupart des marchés internationaux des biens industriels sont dominés par des accords cartellaires entre multinationales. Les pays en développement en sont les principales victimes à cause de la hausse des prix qui en résulte" (15)).

Par la voie de l'internationalisation, le capital a donc développé de nouvelles stratégies pour satisfaire la seule "valeur" qui lui est sacrée: le bénéfice et rien que le bénéfice. Il s'agit de la stratégie de "commerce captif", c'est-à-dire le commerce à l'intérieur des groupes multinationaux (16). Cette pratique permet de localiser la perte et le bénéfice là où on le désire, en fonction de la stratégie déterminée.

Pour illustrer prenons le cas de 2 filiales A et B. A fabrique un produit dont le prix de revient est de 5 francs. Le prix de vente sur le marché mondial de ce produit est de 10 francs. Si A vend à B pour 7 francs, A et B font un bénéfice respectif de 2 et de 3 francs. Dans le cas où des négociations avec le syndicat s'annonce dans le pays de la filiale B, l'on modifie les prix. A vend à B pour 10 francs de sorte que B ne dégage plus de bénéfices. Les responsables de B menacent le syndicat qu'une grève aura des répercussions fâcheuses sur le sort de l'entreprise et qu'elle peut mettre en cause l'avenir de la

## La fuite des capitaux aggrave la crise de l'endettement

filiale.

Avec ces nouvelles stratégies, les géants contrôlent parfaitement le marché mondial. Ils occupent ainsi une position idéale pour jouer un pays contre l'autre, le Nord contre le Sud et inversement.

Profitant des salaires exécrablement bas du sud, ils ruinent les moyennes et petites entreprises du nord. Le chômage qui en résulte est exploité comme moyen de pression sociale pour faire fonctionner le même mécanisme, décrit plus haut, cette fois-ci dans les pays hautement industrialisés du nord.

La médecine qu'on prescrit aux économies du nord "en crise", c'est de "serrer la ceinture". Mais au nord comme au sud, ce sont les mêmes qui doivent serrer la ceinture: ceux qui sont déjà tout en bas de l'échelle sociale. Au nord, les ouvriers; au sud les 750 millions d'affamés, pour la plupart paysans et ouvriers agricoles et tous ceux qui doivent effectuer le miracle de vivre avec un revenu de 50 dollars l'année. Le seul gagnant dans l'affaire: les quelques dizaines de milliers d'actionnaires au monde qui possèdent et font fonctionner ces firmes multinationales "à vocations multiples".

à suivre

1) Nous employons ce terme tout en étant conscient qu'il s'agit d'un concept avec connotation ethnocentrique. C'est pourquoi nous employons les guillemets à chaque fois.

2) Cf. Erhard EPPLER, Die internationale Schuldenkrise und die Dritte Welt, dans: Brennpunkt Dritte Welt 64/65, Luxembourg 1985, p. 37.

3) Cf. Frédéric F. CLAIRMONTE, L'art de la manière de convertir une dette en pactole, dans: Le Monde Diplomatique, Paris, déc. 1987, p. 8.

4) Cf. Rapport du GATT, Genève, 25 septembre 1987, cité chez F. CLAIRMONTE, op. cit., p. 8.

5) Pour l'historique de la crise de l'endettement international, je me réfère essentiellement à l'article de Erhard EPPLER, op. cit., pp. 37-43.

6) Cf. F. CLAIRMONTE, op. cit.

7) Exemple: " En novembre 87, Washington a imposé 105 millions de droits de douane supplémentaires sur les exportations du Brésil pour punir ce pays de s'obstiner à développer par lui-même une industrie informatique qui concurrence naturellement celle des Etats-Unis". Claude JULIEN, Quand la crise économique menace la démocratie, dans: Le Monde Diplo-

matique, déc. 1987, p. 13. Cf. également: Dossier "La guerre du blé", dans: Le Monde Diplomatique, nov. 1986, pp. 25-39.

8) Claude JULIEN, op. cit., p. 11.

9) "En 1980, le service de la dette absorbait plus de neuf dixièmes des exportations de matières premières. A la fin de 1986, il équivalait à 136 % de ces exportations", F. CLAIRMONTE, op. cit., p. 8.

10) F. CLAIRMONTE, op. cit., p. 9.

11) Source: FMI, World Economic Outlook, avril 1987, cité chez F. CLAIRMONTE, op. cit., p. 8.

12) F. CLAIRMONTE, op. cit., p. 8.

13) Cf. Claire BRISSET et B. MOHR, Quand le tiers-monde subventionne le développement des pays riches, dans: Le Monde Diplomatique, déc. 1987, p. 9.

14) F. CLAIRMONTE, op. cit., p. 8.

15) R. STRAHM, Pourquoi sont-ils si pauvres?, Bourdy (Suisse), éd. de la Baconnière, 1986, p. 153.

16) Cf. Albert CARTON, La nouvelle stratégie du capital et ses implications, dans: Brennpunkt Dritte Welt 57, Luxembourg 1984, p. 19.